



RÉSOLUTION

Une politique de cohésion européenne efficace pour les citoyens – uniquement avec les communes et régions d'Europe !

Avec sa politique de cohésion unique au monde, l'Union européenne contribue, significativement à la lutte contre les évolutions économiques et démographiques très différentes des régions européennes et augmente le PIB des États membres grâce à l'effet de levier. L'objectif de la politique de cohésion reste de réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'UE, de mettre en œuvre des stratégies européennes communes au niveau régional et de renforcer la puissance économique et la compétitivité de toutes les régions afin de leur permettre de valoriser leur potentiel au sein du marché unique.

Le financement solidaire et durable de l'UE en faveur des quartiers urbains et des zones rurales structurellement faibles renforce la cohésion territoriale et sociale de l'Europe et montre aux citoyens la valeur ajoutée de notre Union européenne. Avec les fonds de la politique de cohésion, l'UE soutient, par exemple, l'expansion des infrastructures, les mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, le soutien au changement structurel dans les anciennes régions industrielles, la création de nouveaux emplois et la qualification des chômeurs, la rénovation des quartiers urbains ou des projets dans les zones rurales. À l'avenir, nous continuerons d'avoir besoin d'un financement durable de l'UE pour les villes, les quartiers et les zones rurales structurellement fragiles.

PES Local réitère que la politique de cohésion doit non seulement être maintenue au sein du cadre financier pluriannuel de l'UE pour l'après-2027 comme dispositif central de la politique d'investissement décentralisée à long terme mais renforcée en tant que pilier fondamental du modèle de développement de l'UE. La politique de cohésion doit rester cette garantie de la participation des collectivités locales et régionales au projet européen.

Nous soutenons les objectifs et les revendications de l'Alliance pour la cohésion (#CohesionAlliance) et de la résolution sur la proposition de cadre financier pluriannuel (CFP) 2028-2034 du Comité Européen de Régions ainsi que ceux de la résolution du Congrès du PSE à Amsterdam « Qualité de vie dans les villes et les régions » d'octobre 2025.

Nous sommes particulièrement attachés aux points suivants

- La politique de cohésion doit être financée de manière adéquate pour faire face aux nombreux défis qui nous attendent.
- À l'avenir, toutes les régions de l'UE doivent rester éligibles au financement.
- La politique de cohésion doit être moins bureaucratique ainsi que plus flexible et plus transparente.
- Les partenaires locaux et régionaux doivent être plus étroitement impliqués.

Nous rejetons fondamentalement la centralisation de la politique de cohésion européenne !

Le niveau local peut apporter une contribution importante à la conception de politiques orientées vers les citoyens grâce à sa connaissance des conditions et des problèmes locaux et à son expertise.

La centralisation limite le droit de parole des autorités locales et des régions ainsi que leur participation à l'élaboration d'une politique de cohésion efficace et fondée sur les besoins. Transférer le processus décisionnel au niveau national, sans une forte implication des municipalités et des régions, irait à l'encontre du principe de subsidiarité, affaiblirait considérablement une gouvernance à multiveaux bien établie et contredirait fortement le principe de partenariat.

Au moyen de centralisation, la politique de cohésion ne doit pas devenir, dans les États sous la coupe de gouvernements de droite populistes et nationalistes, un instrument de pression à l'encontre des municipalités et des régions qui défendent les valeurs fondatrices de l'Union européenne. Une politique de cohésion décentralisée renforce la résilience de la démocratie en Europe.

Ce n'est qu'avec des municipalités fortes et compétentes que les processus de transformation à venir pourront être maîtrisés et qu'un avenir meilleur pour l'Europe pourra être assuré.